

---

## Introduction

---

Les acteurs économiques qui font l'objet de cet ouvrage, à savoir de jeunes migrants chinois travaillant à Dakar et de jeunes promoteurs d'activités économiques qualifiées d'ordinaire d'informelles, appartiennent – au-delà de leurs différences apparentes – à des catégories victimes de dominations plurielles dans leurs sociétés respectives, confrontés à des situations d'injonctions paradoxales entre nécessité de prendre une place dans le système productif et l'impossibilité d'y accéder en raison de handicaps liés à l'absence ou à l'insuffisance de capitaux économiques, culturels, symboliques.

Dans le contexte sénégalais, le marché du travail est largement dominé par l'emploi «informel» avec la réduction drastique des capacités de recrutement dans le secteur public, mais également dans le privé qui peine à devenir le moteur de la croissance économique. À l'image de la situation chinoise avant la réforme<sup>1</sup>, le secteur public a pendant longtemps été le principal pourvoyeur d'emplois au Sénégal avant l'advenue d'une crise budgétaire sans précédent et la mise en œuvre d'un vaste programme d'ajustement à moyen et long terme qui a prioritairement ciblé le gel des effectifs dans le secteur public, les compressions de personnel et les privatisations d'entreprises publiques jugées peu performantes. D'après le rapport sur l'emploi de 2007, ce sont ces activités hétérogènes qualifiées d'informelles qui génèrent, à elles seules, 97% des créations d'emplois dans un pays fortement touché par le chômage dans le secteur dit structuré. Cette tendance marquante du

---

1. Les réformes économiques appliquées dès 1978 marquent la réhabilitation de la propriété privée et l'entrée de la Chine dans l'économie de marché. Les réformes économiques marquent également la réduction de la taille des entreprises publiques, de leur capacité d'absorption et de protection sociale avec le démantèlement des unités de travail (*danwei*) et le développement du secteur public.

marché du travail urbain a peu varié depuis l'accession du Sénégal à l'indépendance en 1960 avec l'échec de la politique agricole dont les résultats mitigés restent encore observables sur le terrain, malgré la succession des programmes de retour vers l'agriculture et de projets d'appui à la production et à la commercialisation agricoles.

Sous l'effet de la crise structurelle du développement et des multiples crises liées à la conjoncture internationale (Pénouil 1992), la forte croissance de ces «activités peu légitimées» se nourrit également des déséquilibres entre villes et campagnes, des disparités de revenus et de niveaux de qualification. La migration vers Dakar et la migration internationale sont devenues, depuis le début des années 1970, des alternatives bien plus attrayantes reflétant l'échec des politiques agro-industrielles et une désaffection pour le travail agricole entretenue chez les plus jeunes par les nombreux impondérables liés à cette activité économique (problèmes liés à la pluviométrie, à la commercialisation, à la disponibilité des intrants, etc.).

Mais à examiner l'historicité de l'édification de la ville sénégalaise depuis la période coloniale, on se rend compte que les politiques urbaines n'ont pas toujours accordé une place à ces activités atypiques et à leurs promoteurs. La question du dualisme sectoriel et de la croissance urbaine générée par les vagues successives de migrations internes a davantage été traitée comme un fléau social, suscitant «en réaction une idéologie d'exclusion terrible, celle des "encombrements humains", qui s'est renforcée en fonction des impératifs de "développement" et de la promotion du tourisme» (Diop 2002, p. 64). Cette posture n'a pas varié depuis la période coloniale, des décennies après l'éclatement du malaise paysan. Cette analyse est également confortée par des travaux de sociologie des migrations dont les observations font nettement ressortir les tentatives de contrôle de la migration interne. Cette dernière focalise d'ailleurs plus l'attention des pouvoirs publics que la gestion des migrations internationales (Ndiaye 2008), dans un contexte sous ajustement où la ville, traditionnellement espace de ralliement des indigents de l'intérieur, s'est elle aussi «mise à produire pauvres, indigents et marginaux» (Faye et Thioub 2003, p. 104). Pour autant, les multiples facettes de la logique «panoptique» et les expériences de mépris social éprouvées dans l'espace public n'ont jamais pu évacuer, éradiquer cette dimension des «illégalismes populaires» au sens de Foucault (1975), sa répétition permanente et ses pratiques de récidives, expressions d'un droit à la ville (Lefebvre 1968). Ces tensions dans l'espace public autorisent la réincarnation de la figure du récidiviste éhonté en pointant sa légitimité sociale.

Le développement d'activités économiques invasives et les conflits autour de l'usage des espaces fonctionnels et symboliques de la ville «idéelle» entre gestionnaires urbains et marginaux économiques,

notamment les commerçants de rue, renvoient ainsi à la pluralité des ordres normatifs, des mondes sociaux et de leur mode de hiérarchisation dans la ville. Étrangers et incapables de s'adapter aux normes majoritaires comme en rend compte la lutte déjà ancienne contre les « encombrements humains » et la cristallisation dans la mémoire officielle du vocable « déguerpissement », symptomatique de la teneur de leur rapport avec l'État, ces jeunes développent, dans leurs univers respectifs, des normes communes, des systèmes de justification légitimant leur rapport à la ville, leur mode d'existence sociale et économique face aux injonctions des « entrepreneurs de morale ».

En Chine, les jeunes entrepreneurs migrants sont également confrontés à un marché du travail dominé par l'emploi informel (Rouilleau-Berger 2011). On estime que la croissance chinoise des vingt dernières années est grandement redevable de cette masse importante de main-d'œuvre corvéable, exclue des systèmes de protection sociale et des droits sociaux primaires (santé, logement, etc.). Cette population dite flottante, malgré une présence de longue durée en ville et sa contribution économique, reste marquée par l'impossibilité d'accéder à un statut social et de faire reconnaître des droits en raison d'un système particulier instauré en Chine : le *hukou*. Un instrument de contrôle des populations et de répartition des ressources reposant sur un système d'enregistrement du lieu de résidence et de l'état civil qui fait dépendre la jouissance de nombre de droits sociaux inhérents au statut de citoyen (droit au logement, accès à l'emploi, à la sécurité sociale, à l'éducation, ainsi que le système de rémunération et les conditions de travail) des informations consignées dans le livret du *hukou*. Ce qui place les *mingong*, ces travailleurs-migrants qui constituent la moitié de la main-d'œuvre urbaine, dans une situation terrible. Victimes de leur origine géographique, ils sont sans droits reconnus sur les marchés du travail urbain quelle que soit la durée de leur séjour (Rouilleau-Berger 2007b, 2008, 2010, Rouilleau-Berger et Shi 2004, 2005, Froissart 2008), « migrer signifiant toujours perdre ses droits » (Froissart 2008). Suivant la terminologie employée par les chercheurs chinois pour exprimer la singularité de leur situation sur les marchés du travail de leur ville d'élection : « ils sont "inclus" économiquement et "exclus" socialement » (Chen Ying Fang 2005, cité dans Liu 2014). La migration interne met ainsi en lumière les clivages sociaux et l'accentuation des processus de disqualification sociale, de discrimination affectant les plus vulnérables sur le marché du travail chinois, notamment les populations migrantes souvent victimes de leur statut d'étranger dans les villes de leur propre pays (Froissart 2008).

Les mutations sociopolitiques intervenues en Chine et les formes de discrimination plurielles éprouvées sur les marchés du travail stimulent la migration internationale vers le Sénégal, notamment pour des jeunes

faiblement dotés en capitaux scolaires, économiques et à qui l'autonomisation a été enjointe. Cette migration de travail, que certains auteurs estiment comme une migration «faute de mieux» (Kernen et Vulliet 2008) dans un contexte de fermeture des frontières européennes, doit également être replacée dans un contexte politique marqué par la reprise des relations diplomatiques entre la Chine et le Sénégal. Ici, en l'absence de politique migratoire sénégalaise<sup>2</sup>, les enjeux politiques et économiques définis par les États-nations entretiennent indirectement le flux de migrants en provenance de la Chine, participant à la reconfiguration des pôles d'approvisionnement et de distribution du marché local par l'instauration de nouveaux dispositifs commerciaux à Dakar. Les accords inter-états laissent ainsi libre cours à l'expression de stratégies individuelles entrepreneuriales tributaires du dynamisme de secteurs d'exportation chinois et de la mondialisation des flux migratoires (Chaponnière 2008, Kernen 2007, Kernen et Vulliet 2008). Nous sommes bien en présence de nouvelles migrations (Peraldi 2002), distinctes des logiques des États-nations bien qu'indirectement générées par elles, marquées par la prévalence des carrières commerciales et appuyées par l'interpolarité des relations entre les différents lieux d'implantation de la diaspora chinoise en Afrique (Ma Mung 2000).

C'est au début des années 2000 qu'apparaissent ces premières vagues de migrations entrepreneuriales chinoises en rupture avec celles plus connues des coopérants techniques. Si cette dernière forme migratoire est remarquable, c'est moins par l'effectif<sup>3</sup> des migrants engagés dans l'aventure transnationale que par les nombreuses ruptures qu'ils introduisent dans l'espace public dakarois : la fin du «face-à-face» sénégalolibanais dans le domaine commercial et l'appropriation d'espaces symboliques nichés au cœur de la centralité dakaroise. La greffe ne s'est pas faite sans tensions, comme l'illustre la médiatisation de l'hostilité des grands commerçants et industriels du Sénégal (UNACOIS) à l'époque, vite réprimée par un front populaire (associations consuméristes et populations locales en quête de produits nouveaux et à bas coût). Les réactions consécutives à cette prise de rôle dans le secteur commercial et l'appropriation par les entrepreneurs chinois de lieux symboliques ont été relayées par les médias qui intensifient le caractère novateur de leur présence et des

- 
2. Le déficit de prise en charge des diverses problématiques en lien avec les réalités migratoires sénégalaises (immigration, émigration, retour) rend compte de l'absence d'une politique migratoire. Pour plus de détails, voir Dioh 2010. Pour les statistiques portant sur la migration au Sénégal, voir aussi Di Bartoloméo, Fakhoury et Perrin 2010, et les publications du Consortium pour la recherche appliquée sur les migrations internationales (CARIM). Voir également Ndiaye 2008, p. 409-431.
  3. Selon les informations recueillies par Kernen et Vulliet (2008) auprès de l'ambassade de Chine au Sénégal, la population des Chinois au Sénégal varie entre 1000 et 2000 ressortissants.

changements sur la morphologie urbaine et le tissu économique. Mais dans le débat sur la présence chinoise au Sénégal, ses répercussions sur la structure du tissu économique et les réactions locales qu'elle suscite, la plupart des publications disponibles ont surtout mis l'accent sur le regroupement des grands commerçants de l'UNACOIS (Kernen et Vulliet 2008, Bredeloup et Bertoncello 2006, 2009). Or les grands commerçants qui composent cette organisation ne constituent qu'une portion des acteurs locaux aux prises avec les transformations induites par la présence des entrepreneurs commerciaux migrants.

Dans un contexte nouveau où le cadre politique favorise l'impulsion de nouvelles formes de migrations transnationales qui s'intègrent par le bas aux économies urbaines des pays du Sud, les nouveaux agencements qui s'opèrent dans les interstices de la ville africaine poussent à considérer les différentes postures d'acteurs de l'économie faiblement légitimée face à la recomposition de leur segment d'activités : la compétition ou l'accommodation. Dans un environnement urbain marqué par la lutte des différents acteurs en présence pour l'appropriation des territoires et des ressources offertes par la ville, nous partons de l'hypothèse que les nouvelles migrations chinoises, matérialisées par l'installation de nouveaux dispositifs commerciaux à Dakar par de jeunes migrants chinois et la profusion de produits finis issus d'une économie du surplus qu'ils mettent à disposition d'une clientèle touchée par la vulnérabilité économique, produisent des effets contrastés sur les activités qualifiées d'informelles. Ces activités pourvoient déjà des services et des produits auprès de cette couche de la population sénégalaise. Selon les segments d'activités, commerce de rue ou artisanat de production, dans lesquels les jeunes entrepreneurs sénégalais développent un sentiment fort « d'exclusion de l'intérieur », les agencements nouveaux qu'impulse la migration de travail des jeunes Chinois, également aux prises dans leur propre pays avec des formes plurielles de domination, oscillent entre distanciation et proximité, entre stratégies de résistance individuelles ou collectives et stratégies d'accommodation par le côtoiement et la négociation d'accords. Nous avons opté pour une approche multi-site impliquant divers acteurs de la compétition urbaine : commerçants de rue sénégalais, cordonniers, pour apprécier les différentes postures d'acteurs de l'économie faiblement légitimée face à la recomposition de l'équilibre interne de leurs segments d'activités. Dans cet ouvrage fondé sur les résultats d'une enquête ethnographique, à l'interface de la sociologie urbaine et de la sociologie économique, notre ambition est de rendre compte aussi bien du processus de constitution de nouveaux dispositifs de confiance entre acteurs locaux et migrants que des régimes de concurrence, des luttes pour l'espace et les ressources offertes par la ville, des logiques de distanciation entre acteurs évoluant

sur des segments concurrents. L'espace est ici une dimension centrale, à la fois cadre et enjeu des luttes pour l'appropriation des ressources, pour la reconnaissance sociale et économique dans la ville africaine.

Mais si la question de la mise en concurrence n'est pas effacée dans cet ouvrage, elle a souvent été mise en avant dans le traitement médiatique et l'analyse scientifique de la migration chinoise en Afrique. La prise de rôle de la population chinoise dans le secteur commercial, dans des niches économiques traditionnellement dévolues aux nationaux, et leur mode de territorialisation de l'espace ont d'ailleurs suscité au-delà du Sénégal un vent d'inquiétude et de xénophobie. C'est pourquoi la question des nouveaux dispositifs économiques transnationaux dans la ville africaine retient particulièrement notre attention, en interrogeant les transformations économiques, sociales, catégorielles générées par les nouvelles migrations chinoises en rupture avec celle plus connue des coopérants techniques.

- 

### **La question du double décentrement du regard**

Les recherches développées sur les «économies informelles» dans les pays de départ, notamment ceux du Sud marqués par un faible niveau de développement, ont rarement pris en compte les incidences des bouleversements induits par le capitalisme global dont les dimensions économiques, politiques, éthiques, etc., sont également observables à l'échelle des sociétés locales, comme le relève Wieviorka (2002). La circulation par le haut de capitaux, de marchandises, etc., se combine à des modalités de recompositions plus discrètes opérant par le bas à l'instigation de «fourmis de la mondialisation» (Tarrus 2002) dont les logiques, pour être comprises, doivent être détachées de celles plus visibles des États-nations. «L'économie souterraine» en Afrique a été rarement croisée avec les effets du capitalisme marchand cosmopolite. Et lorsque c'est le cas, leurs promoteurs se voient régulièrement assignés à des positions subalternes dans ces nouvelles dynamiques de recomposition des territoires, des identités et des hiérarchies sédentaires. Leur mode de fonctionnement fondé sur les réseaux et leur tendance à produire à la fois du lien social et des «territoires circulatoires» méritent d'être analysés à partir de la ville africaine d'aujourd'hui. Si cette dernière ne remplit pas les critères des villes mondiales (Sassen 2004), elle constitue néanmoins un creuset de dynamiques transnationales, car, comme le soutient Tarrus (2002, p. 39) à propos des dispositifs économiques nomades, «il n'est pas de lieu où s'installent les groupes de nomades qui ne subvertisse, en les ignorant, les logiques locales».

Il est intéressant d'observer l'état des savoirs entre ce pôle de la production scientifique portant sur le «secteur informel» ou l'«économie informelle» en Afrique et les problématiques développées sur les migrations internationales et la question du transnationalisme, des «cosmopolitismes migratoires». Les problématiques scientifiques sont sans cesse renouvelées dans ce dernier pôle pour s'adapter à une réalité reconnue mouvante, où les «mondes de sens», les connexions entre le local et le global, la capacité des acteurs à traverser différents univers relationnels, de normes, leur capacité à s'y mouvoir, à s'y adapter ou à les subvertir par des pratiques et l'épaisseur du lien social qu'ils tissent sont en constante recomposition. La complexité et la rapidité des transformations sociales, économiques, ainsi que leur caractère international, ne sont finalement pensés qu'en référence aux sociétés, aux villes labellisées «globales». Les modalités de constitution, de fonctionnement et les contours de ces espaces de coprésence dans lesquels les «nomades» ne «cessent de se rencontrer, de se prêter main-forte pour mieux englober, circuler et tirer richesse du passage à travers ce qui bloque les autres : les frontières entre États, pour les plus hardis, mais surtout les frontières entre différents mondes identitaires, entre différents univers de normes et de valeurs» (*ibid.*, p. 38) ont fait l'objet d'observations fines.

Notre champ d'analyse n'est pas centré sur les sociétés d'accueil, mais sur celles de départ, là où s'ancrent les premières séquences de carrières nomades, celles des *baol-baol*, figures cristallisées de la débrouille populaire au Sénégal, inscrites dans une dynamique complémentaire avec les réseaux internationaux tissés par les *modou-modou*. Il s'agit pour nous d'observer un double décentrement du regard en déconstruisant les hégémonies dans les champs de la recherche urbaine et de la recherche des migrations et en recentrant l'analyse sur les «espaces intermédiaires transnationaux» (Rouilleau-Berger 2007b) d'une ville comme Dakar. Il s'agit de croiser les dynamiques du dedans avec les impulsions du dehors, en reconnaissant les compétences d'acteurs – d'ordinaire victimes d'«exclusions de l'intérieur» – à procéder à des arbitrages entre différentes sources d'opportunités. À approuver ou contester de nouveaux agencements en fonction de leur interprétation du contexte, de leurs objectifs et intérêts présents et futurs. Comment, dans un contexte où l'équilibre du marché du travail faiblement légitimé est profondément reconfiguré par la présence chinoise, par le dynamisme de leurs formes d'inscription économiques, ces jeunes parviennent-ils à s'ajuster? Comment négocient-ils leur carrière dans un contexte sociopolitique réfractaire à la reconnaissance de leurs valeurs sociale et économique? Notre conception de la carrière se démarque ici d'une appréhension plus classique de celle-ci, comme succession de différentes phases matérialisées par l'évolution

dans la hiérarchie socioprofessionnelle, en prenant compte des points de rupture dans les trajectoires, des conjonctions et disjonctions entre les différents domaines d'engagements et les changements subjectifs accompagnant les différentes séquences.

Cet ouvrage rend compte de la pluralité des compétences mobilisées par les acteurs, des moments de leurs agencements, de leur production et des contraintes souvent structurelles qui freinent leur potentiel de transformation des rapports sociaux, économiques, politiques dans la compétition pour l'appropriation de tous les biens moraux, économiques et culturels offerts par la ville. Comment les capacités d'adaptation situationnelles peuvent permettre la valorisation de compétences jusqu'ici invisibilisées ou favoriser l'acquisition de nouvelles compétences?

Il est bien question ici de l'adaptation au changement des acteurs économiques locaux, de leur capacité d'improvisation, de mobilisations des ressources relationnelles, économiques, symboliques pour défendre leur monde ou à procéder à des ajustements, des compromis avec l'émergence «d'espaces intermédiaires transnationaux» (Roulleau-Berger 2007b). Mais si cet ouvrage accorde une place centrale aux effets des impulsions du dehors sur les dynamiques du dedans, sur les capacités d'acteurs locaux à faire traduire des compétences, à négocier une place dans la hiérarchie sociale et à inverser des rapports de dominations culturelles, institutionnelles imposées par l'ordre urbain, il s'agit néanmoins de ne pas occulter les effets induits par l'expérience migratoire, les rapports avec la société d'accueil sur la carrière objective et subjective de migrants chinois également aspirant à la reconnaissance sociale et économique par l'option de la migration.

- 

### **Du secteur informel aux activités faiblement légitimées**

La rupture épistémologique porte également sur le rejet de la notion de secteur informel, largement répandue dans les représentations populaires et le discours scientifique malgré son caractère analytique faible (Lautier, Miras et Morice 1991). L'uniformité apparente de ces acteurs économiques cache en réalité une pluralité de situations, d'acteurs, de vécus qui invitent au dépassement des formes de catégorisations usuelles dans les représentations populaires et savantes. Assimiler le secteur informel aux activités faiblement légitimées permet, à notre sens, de situer la place marginale de l'activité au sein d'un système économique dominé par la norme salariale et la misère de position, perçue ou concrète, de ses acteurs dans l'espace social – qui est, par essence, un champ de lutte –, mais également de porter



l'attention sur l'identité de ces jeunes. Ce dernier point, en apparence simple, nous paraît important à décortiquer dès lors qu'on se distance des idées reçues, à savoir leur appartenance au monde rural, leur faible capital culturel et leur caractère débrouillard. Le qualificatif d'activités «hétéropraxiques» peut être éclairant pour la compréhension des multiples facettes de ces activités faiblement légitimées. Conçu sur le modèle de l'hétérotopie que l'on retrouve chez Foucault, ce concept met en lumière un autre modèle de fonctionnement, un savoir-faire différent de ce qui est légalement requis, impliquant le recours à la dissimulation, au secret.

Aussi, à distance d'une conception homogénéisante des modes d'organisation et de fonctionnement de la notion de secteur informel, nous rendrons compte de la grande diversité des formes d'organisations sociales et économiques, des modes de transmission des savoirs, des obligations, des attentes normatives, des parcours biographiques, la particularité de leur identité professionnelle, leur rapport à la ville, les représentations d'eux-mêmes et du monde qui les entoure.

La première partie de cet ouvrage présente le contexte sociétal, les contours de la compétition urbaine et de la recomposition du marché du travail faiblement légitimé.

Le chapitre 1 aborde la particularité du contexte sociétal, comme outil descriptif permettant de saisir les contours du marché du travail urbain dans lequel ces activités sont particulièrement représentatives. Il centre l'analyse sur les crises structurelles majeures, sur la ville, l'histoire de ses politiques de gestion de la marginalité, de la période coloniale à la période post-indépendance. Est ici développée la question de la dispute de l'espace par des auteurs d'activités «invasives», comme les commerçants de rue dont l'histoire et l'identité professionnelle restent profondément marquées par la répression et les luttes pour la reconnaissance comme forme de réponses apportées par leurs promoteurs.

Le chapitre 2 affine l'examen de cette catégorie d'acteurs qui occupent une place importante dans nos développements, en mettant l'accent sur les expériences de mépris constitutives de leur identité professionnelle et les processus de subjectivation qui ont permis leur organisation en collectif revendiquant leur droit sur la ville et dans les arènes de débat public.

Le chapitre 3 rend compte de la compétition urbaine pour l'espace, des ressources économiques et symboliques engagées par divers auteurs d'activités faiblement légitimées aux prises avec la migration d'entrepreneurs déterritorialisés. Ce chapitre présente, en détail, la manière dont l'arrivée de nouveaux acteurs économiques dans l'arène urbaine bouleverse les équilibres internes du marché du travail faiblement légitimé et produit des effets contrastés sur certaines de ses strates d'activités.

La deuxième partie examine les modes d'affiliations, les processus de socialisation, les carrières des acteurs impliqués dans la compétition urbaine.

Le chapitre 4 traite des modes d'affiliations, des processus de socialisation, des carrières professionnelles chez les promoteurs d'activités faiblement légitimées. Il témoigne du mode de structuration de leurs mondes sociaux, des principes d'organisation sociale, de leurs univers normatifs, des obligations et des attentes. Ce chapitre permet ainsi de mieux cerner l'identité des acteurs locaux.

Le dernier chapitre, le chapitre 5, met quant à lui l'accent sur les groupes de Chinois déterritorialisés, sur la carrière objective, subjective et le capital social des jeunes en migration. L'aspiration au changement, matérialisée par la migration, est subordonnée par la carrière objective d'abord menée en Chine et par les transformations subjectives de la structure de la personnalité. C'est pourquoi, dans cette partie, leur condition d'évolution dans leur société d'accueil, leur rapport à la société locale et leur situation professionnelle sont sans cesse mis en lien avec leurs expériences vécues en Chine.

Tout au long de l'ouvrage, les prénoms des enquêtés n'ont pas été changés. Seules les initiales de A. N. ont été utilisées, eu égard à son statut de représentant d'association.

Par ailleurs, la méthode socio-anthropologique privilégiée dans le cadre de nos recherches a été explicitée dans une synthèse méthodologique publiée en annexe sur le site OpenEdition Books.